

Nr. 5.3.3.15

Schreiben Armand Bernard an Raymond Poincaré (11.10.1924)

Brief

Bearbeitet von: Roman Köster

Fundort: Archives Nationales Paris, AJ,5,323

Formalia:

Maschinenschriftliches Briefdokument

Regest:

Schweden hatte seit dem letzten Viertel des 19. Jahrhunderts eine beeindruckende nachholende Industrialisierung erlebt. Der Erste Weltkrieg war für das neutrale Land wirtschaftliche vergleichsweise günstig gewesen, weil ein hoher Bedarf an Rohstoffen (vor allem Eisenerzen) und Industriegütern bestand, nachdem die Kriegsparteien ihre Wirtschaft stark auf die Rüstung ausrichteten. Nach dem Krieg stellte sich jedoch die Frage, ob das Land seine gute Position halten konnte, zumal die deutsche Wirtschaft in vielen Bereichen eine direkte Konkurrenz zur schwedischen darstellte. Darüber gibt der französische Botschafter in Stockholm, Armand Bernard, seinem Außenminister Poincaré Auskunft und referiert die Ausführung des jungen, später international renommierten Ökonomen Bertil Ohlin. Im Mittelpunkt von dessen Überlegungen stehen insbesondere die Auswirkungen der Währungsstabilisierung im Zuge des Dawes-Plans 1924.

Attitude de la Suède à l'égard de la concurrence allemande.

Stockholm. Le 11 Oct. 1924

M. Armand Bernard. Ministre de la République Française, à Stockholm

à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères

J'ai l'honneur de faire connaître à V.Exc. que le docteur Bertil Ohlin a fait le 8 Octobre 1924 au Club des Négociants de Stockholm une conférence ayant pour sujet: "La crainte de la concurrence allemande en Europe est-elle justifiée?"

La Conférencier déclara qu'il estimait que pour avoir l'excédent d'exportation qui lui est nécessaire, l'Allemagne doit pouvoir produire sensiblement à meilleur marché que les autres pays, et que par suite, le taux des salaires y restera probablement à l'avenir au-dessous de celui en vigueur, par exemple en Suède.

La Suède ressentira donc certainement les effets de la concurrence allemande en ce qui concerne ses articles d'exportation, surtout dans les industries du fer, de l'acier et des machines et il est à présumer qu'une certaine réorganisation de son industrie sera nécessaire.

La Suède ne recevant pas d'indemnité de réparations devra payer ses importations allemandes par l'exportation des autres produits.

Les conséquences probables pour la Suède du plan [handschriftlich: Dawes][2] s'il est appliqué, seraient l'obligation de déplacer ses capitaux et sa main-d'œuvre, dans la mesure du possible, des branches de l'industrie dans lesquelles la concurrence allemande serait trop sensible.

Cette réorganisation pourrait dans une certaine mesure être évitée par l'établissement de tarifs douaniers spéciaux et temporaires envers l'Allemagne.

L'aboutissement à une politique protectionniste paraît, d'ailleurs, peu satisfaisante au conférencier.

Il y a lieu de voir dans cette manifestation un symptôme de l'inquiétude qu'éprouvent les milieux industriels suédois en présence de la concurrence grandissante des produits manufacturés allemands. Déjà, dans beaucoup des branches de l'industrie mécanique, les usines suédoises, même en vendant sans faire aucun amortissement, sans renter les capitaux investis, et sans appliquer, à leurs fabrications leurs pourcentages de frais généraux, n'arrivent pas à pouvoir soutenir la lutte avec les importateurs achetant en Allemagne et en Amérique.

La tendance à recourir à une barrière douanière pour protéger l'industrie nationale s'accroît en Suède. Cette Légation ne manquera pas de signaler au Département à chaque occasion cette évolution qui peut avoir des conséquences considérables dans les rapports de la Suède et du Reich.